

**Intitulé de l'article En Français :
La propriété industrielle et la répression de la concurrence
parasitaire en droit marocain**

**Intitulé de l'article En Anglais :
Industrial property and the repression of parasitic competition in
Moroccan law**

Karima KARROUMY
Enseignante chercheuse
Facultés des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
Université Chouaib Doukkali
Laboratoire des Recherches et d'Etudes en Sciences Juridiques, Politiques et Sociales (LAREJPOS)
Maroc
Karima.karroumy@hotmail.fr

Et

Mourad TAHORI
Enseignant chercheur
Facultés des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
Université Chouaib Doukkali
Laboratoire des Etudes en Sciences Juridiques, Economiques et Politiques (LESJEP)
Maroc
m.tahori@hotmail.com

Résumé

La concurrence parasitaire constitue l'un des comportements nécessaires de la protection des droits de la propriété industrielle ayant pour but d'assurer aux opérateurs économiques le plein exercice de leurs efforts industriels ou commerciaux en les garantissant contre les usurpations des tiers.

C'est une technique dotée d'une facilité d'adaptation sans pareille aux circonstances inédites. Son champ d'action est illimité : elle peut intervenir sans couvrir dans tous les pans de l'activité sociale en complément ou en suppléance de la loi. Il en va singulièrement de la sorte dans la vie des affaires où elle freine et réprime les menées des intervenants qui, en ne respectant pas les usages et coutumes, perturbent le marché.

Mots clés : La concurrence parasitaire – Répression – La propriété industrielle.

Abstract

Parasitic competition constitutes one of the necessary behaviors for the protection of industrial property rights, the aim of which is to ensure that economic operators can fully exercise their industrial or commercial efforts by guaranteeing them against usurpation by third parties.

It is a technique with unparalleled ease of adaptation to unprecedented circumstances. Its field of action is unlimited: it can intervene without covering all aspects of social activity in addition to or as a substitute for the law. This is particularly the case in business life where it slows down and represses the actions of stakeholders who, by not respecting customs and practices, disrupt the market.

Keywords : Parasitic competition – Repression - Industrial property

Introduction

La liberté de commerce et de l'industrie implique la liberté de concurrencer sur le marché. L'évolution du droit relatif à la concurrence est consécutive à la reconnaissance et à la garantie de la liberté du commerce et de l'industrie. Cette évolution nous permet de conclure l'existence d'une relation étroite entre le système économique libéral d'une part et la protection contre la concurrence déloyale d'autre part.

C'est ainsi que naît la concurrence parasitaire qui est venue au secours des victimes non protégées par un droit de propriété industrielle et éprouvant des difficultés à démontrer le risque de confusion requis pour la caractérisation de tout acte de concurrence déloyale. En effet, la mise en œuvre de cette théorie¹ a permis à la jurisprudence de franchir la borne qu'elle avait posée et représentée par le principe de la spécialité de la concurrence déloyale et qui limitait l'emprise de la théorie en stricte logique des maux en concurrents à la conquête de la clientèle pour des produits et services identiques ou similaires.

Apparue il y a une cinquantaine d'années, la notion de concurrence parasitaire a été largement appliquée par la jurisprudence en France et dans d'autres pays².

A cet effet, la Cour d'appel d'Aix- en-Provence a estimé que constituait une « concurrence parasitaire » le fait, pour le propriétaire d'un magasin, d'utiliser dans la publicité une marque pour attirer la clientèle vers un autre produit, une telle politique de marque d'appel consistant à usurper à son profit personnel le prestige et le pouvoir attractif d'une marque ne lui appartenant pas³.

Au Liban, la notion de concurrence parasitaire a été le sujet d'un arrêt de la Cour d'appel de Beyrouth qui s'est exprimé en ces termes que l'utilisation ainsi que la circulation d'une marque et des noms commerciaux contrefaits et dont la renommée dépasse les limites du pays d'origine et sans avoir obtenu l'autorisation du bénéficiaire en profitant de la renommée de la marque réelle et des noms commerciaux réels sans aucun effort constitue une concurrence parasitaire illégale bien que l'espèce de la marchandise renommée diffère de la marchandise contrefaite⁴.

¹ « Parasite : n. m. toute personne oisive qui vit de l'argent ou du travail des autres.

Grand Larousse de la langue française, sous la dir. de Louis Guilbert, René Lagane, Georges Niobey ; avec le concours de Henri Bonnard, Louis Casati, Alain Lerond . Paris : Larousse, 1971-1978 . 7 vol, p : 3965. « Parasite : personne qui vit aux dépens d'autrui » Encyclopédie International FOCUS, Tome III, Pordas, Paris 1972, p : 2574. La recherche dans l'origine arabe du mot « Parasitisme », on trouve qu'il n'a aucune base arabe, il est né à partir des mots et le mot « parasitisme » signifie la confusion.

Ibn Mansour, Lissane Al Arabe, V6, Dar Enahda El Arabia, Beyrouth, 1976, p : 310.

² Arrêt The Ritz Hotel Limited, Paris 24 Nov 1959.

³ Cour d'appel d'Aix- en-Provence, 14 mai 1963, RIPIA 1963, p : 3.

⁴ "...و حيث بمطلق الأحوال فإن إقدام المستأنف على احتذاء علامة و اسم تجاريين مشهورين شهرة جاوزت حدود بلد المنشأ بدون

الإستحصال على إذن من صاحبها أي المستأنف عليها و ترويج هذه العلامة المقلدة في السوق اللبنانية الذي يعرف العلامة الحقيقية معرفة وثيقة و بعيدة الأمد بنية الاستفادة من شهرة و امتداد هذه الأخيرة دون بدل أي مجهود يشكل مزاحمة طفيلية غير مشروعة...

Au Maroc, quant à la doctrine, certains travaux de recherche ont évoqué d'une manière assez timide cette théorie⁵. Pour ce qui est de la jurisprudence, elle a été adoptée dans certains arrêts inédits auxquels certains magistrats se sont référés en étudiant la propriété industrielle.

La concurrence parasitaire, dans son ensemble, est l'illustration la plus parfaite de l'émergence de la morale dans les affaires. En effet, elle permet de protéger, efficacement, les valeurs économiques des entreprises contre tous les intervenants qui, dans une activité économique même non concurrente, viendraient piller un de leurs biens surtout immatériels.

C'est une arme merveilleusement adaptée à notre époque où les biens immatériels ont une importance grandissante et où le pillage est d'autant plus à craindre et enfin où l'informatique et l'Internet ont grandement facilité l'accès aux innovations techniques et commerciales sur le marché.

A cet égard, cette théorie paraît constituer l'un des comportements nécessaires de la protection des droits de la propriété industrielle ayant pour but d'assurer aux opérateurs économiques le plein exercice de leurs efforts industriels ou commerciaux en les garantissant contre les usurpations des tiers.

En raison des liens étroits qui gouvernent la théorie de la concurrence parasitaire et le droit des marques, on se demandera si l'usurpation de la notoriété est attachée au signe ou si la protection s'étend à toute hypothèse par laquelle une entreprise se place dans le sillage d'une autre pour profiter de sa notoriété. Si on admet que la notoriété est protégée en elle-même, la question rebondit, est-il nécessaire d'établir que la victime a subi un préjudice ?

Dans cette perspective, on peut s'interroger sur les fondements de la répression de tels comportements, s'il n'est pas interdit de songer à cet égard à la théorie générale de la responsabilité civile.

و حيث أن عناصر المزاحمة غير المشروعة تعتبر متوافرة حتى ولو كانت سلعة المستأنف مختلفة عن سلعة المستأنف عليها ذلك أنه بالنسبة للسلع المشهورة لا يفترض تحقق وحدة الصنف في العلامة المقلدة للقول بتوافر المزاحمة غير المشروعة " . قرار رقم 264 صادر عن محكمة الاستئناف ببيروت بتاريخ 3 مايو 1993، منشور بالنشرة القضائية عدد 8، سنة 1993، ص 70.

⁵ M. MESSLOUMI, Les signes distinctifs, Thèse de doctorat, Université Hassan II, Casablanca 2000, p : 27.

Enfin, il importe de préciser à quelles conditions le droit de la concurrence déloyale peut intervenir puisque tout parasitisme n'apparaît pas déloyal en soi. En d'autres termes, dans quelle mesure la liberté d'imiter doit-elle être restreinte?

Devant la diversité des questions soulevées et dans le but d'examiner la répression de la concurrence parasitaire en droit marocain, nous choisissons d'étudier en premier lieu les types de la concurrence parasitaire avant d'analyser les différentes sanctions de l'action en concurrence parasitaire.

1. Les types de la concurrence parasitaire

Le concept de concurrence parasitaire tend à apparaître de plus en plus fréquemment en doctrine et en jurisprudence. Aussi bien a-t-il paru intéressant d'en cerner les contours et d'en préciser le contenu. La concurrence parasitaire recouvre des agissements variés : elle peut viser soit le renom du concurrent, soit plus concrètement les résultats de son travail.

En effet, nous allons traiter, d'abord, l'exploitation du renom d'autrui ou de ses produits et analyser (1), ensuite l'exploitation des résultats du travail d'autrui (2).

1.1. Usurpation de la notoriété d'autrui

La concurrence parasitaire est du domaine de la responsabilité civile délictuelle et se base donc sur l'idée de faute causant un préjudice et appelant à réparation. Ainsi, des auteurs ont pu affirmer que le parasitisme n'est qu'une forme de concurrence déloyale, les différences entre les deux notions étant infimes. Pourtant, comme le souligne M. Le Tourneau⁶, il y a un critère fondamental qui permet de différencier les deux notions doctrinales, voire prétoriennes, celui de la situation de concurrence. Comme le dénote bien le terme de « concurrence déloyale », la faute suppose une situation de concurrence entre l'auteur et sa victime. Néanmoins, il existe maintes situations dans lesquelles un agissement parasitaire, profitant de l'avantage d'autrui, peut se caractériser en dépit de l'absence de situation de concurrence. C'est dans cette hypothèse que la notion de « parasitisme », qui ne présuppose aucun lien concurrentiel entre les acteurs concernés révèle tout son intérêt.

⁶ P. LE TOURNEAU, Le parasitisme, édition Litec 1998, p : 55.

Dans ce cadre, la concurrence parasitaire a, peu à peu, affirmé son autonomie vis-à-vis de la concurrence déloyale. L'atteinte à un bien informatique peut tomber dans le domaine du parasitisme s'il s'agit de l'usurpation de la notoriété d'autrui ou encore, l'usurpation du travail d'autrui.

La valeur économique du travail d'une entreprise réside dans son savoir-faire. Mais grâce à son travail, elle acquiert une renommée, une notoriété dont le parasite cherche à profiter sans consentir les efforts financiers et intellectuels nécessaires pour l'atteindre. L'usurpation de la notoriété s'illustre particulièrement en matière de marque. Ainsi, il peut s'agir de la production d'une formule dont la renommée a été obtenue par un effort publicitaire soutenu et grâce à la qualité des produits vendus en attirant une clientèle dont elle suscite une réflexion favorable de l'utilisation du nom d'une marque dans un slogan publicitaire pour un produit concurrent ou de l'imitation illicite d'une marque notoire.

L'usurpation de la renommée peut également résulter du dépôt d'une dénomination similaire à celle d'une marque notoire pour des produits différents. Cette utilisation parasitaire de la marque est dommageable, car les clients, qui s'associent à celle-ci une image de sérieux et de qualité, n'ont pas une conscience claire et immédiate de l'étendue, ni de la nature exacte, des produits qu'elle couvre. L'usurpation de la notoriété peut enfin provenir de l'usage illicite d'une marque.

En effet, cette forme d'usurpation consiste pour un concurrent à exploiter ouvertement le renom d'un produit en y rattachant le sien, par des formules telles que « types », « modèle », « genre », « substitut » ou de toute autre manière. Dans une jurisprudence constante, le Tribunal fédéral suisse⁷ a condamné un tel procédé comme contraire à la loyauté au motif que l'on ne saurait admettre qu'un concurrent assoie son propre succès, sans consentir aucun effort particulier, par une simple référence au produit d'autrui qui, du même coup, se trouve dévaluer.

1.2. L'usurpation du travail d'autrui

De même, la concurrence parasitaire consiste à utiliser la valeur économique du travail d'un tiers pour s'introduire sur un marché. L'entreprise investit, crée,

⁷ Tribunal fédéral Suisse, ATF 104 II 58, affaire Singer.

acquiert un savoir-faire ou une technique qui lui procure un avantage concurrentiel, dont le parasite cherche à bénéficier en adoptant un comportement suiveur. La seule similitude ne démontre toutefois pas l'appropriation du travail d'autrui : la réalité de l'usurpation doit être établie, et non seulement alléguée. L'usurpation peut se traduire de diverses manières :

1.2.1. Copie servile ou quasi-servile :

La copie servile ou quasi-servile est un usage non autorisé d'un produit notoire ou l'utilisation d'un signe distinctif connu crée ou est susceptible de créer une confusion dans l'esprit du public et conduit à un détournement de la clientèle.

En effet, la reproduction servile de tel ou tel produit procure à son auteur, outre l'avantage évident d'une précieuse économie d'argent et de temps, les coûteux efforts de recherche et d'études.

1.2.2. Imitation d'un produit d'une entreprise concurrente :

Un concurrent peut être tenté de créer un risque de confusion entre ses produits et ceux de son concurrent en reprenant les mêmes emballages, les mêmes étiquettes ou en copiant son catalogue.

1.2.3. Imitation d'une formule publicitaire, d'un slogan publicitaire, d'une idée publicitaire ou d'un concept d'émission de télévision :

Pouvant être réalisée sous des formes très variées, l'activité parasitaire peut donc également consister dans le fait de s'inspirer ou de copier tout ou partie d'une formule publicitaire d'un concurrent, d'un slogan publicitaire, d'une idée publicitaire ou d'un concept d'émission de télévision.

1.2.4. Détournement d'investissement en matière de recherche et de développement :

La notion de concurrence parasitaire est aujourd'hui régulièrement invoquée par les tribunaux pour sanctionner ce qui leur paraît être une appropriation injuste du travail d'autrui, de ce que nous avons choisi de désigner par la notion générique « d'investissements économiques ».

Le parasitisme des investissements d'un concurrent se traduit, selon la définition couramment reprise par la jurisprudence, par « l'utilisation d'une technique ayant nécessité des efforts tant intellectuels que financiers importants ».

2. Les sanctions de la concurrence parasitaire

L'action en justice engagée par la personne ou l'entreprise parasitée, victime des agissements déloyaux du parasite, aura naturellement pour objectif premier d'obtenir la cessation des actes déloyaux et l'allocation des dommages- intérêts à titre de réparation du préjudice subi (1). Ce terme mis aux agissements déloyaux du parasite sera parfois symbolisé par la publication de la décision de condamnation ordonnée par le juge (2).

2.1 Les dommages-intérêts

Le but recherché par les juges à travers l'octroi d'une certaine somme d'argent au parasité réside-t-il dans un souci de compensation ?

Conformément au droit commun de la responsabilité civile dont la concurrence parasitaire constitue alors une juste extension, l'indemnité allouée à la victime des faits parasitaires aura pour objet de compenser à la fois le manque à gagner engendré par ces agissements – en l'occurrence la diminution du chiffre d'affaires résultant du détournement de la clientèle ou de la dilution des signes distinctifs notoires – et la perte subie qui, le plus souvent, s'appréciera à travers la perte d'une chance d'expansion économique de l'entreprise victime.

La jurisprudence⁸ s'est alors trouvée confrontée à une difficulté de taille, celle du mode de calcul du montant des dommages et intérêts alloués au parasité. En effet, le caractère « somme » est assez flou des préjudices habituellement relevés nécessite, à cet égard, de trouver pour base de calcul un élément concret : cet élément sera donc

⁸ Trib. Com de Paris, 7 mars 1995, Sté Peugeot c/ Eco System.

le chiffre d'affaires, l'équité exigeant même que soient à la fois pris en compte les chiffres d'affaires du parasite et du parasité.

Parce que les juges du fond disposent en cette matière comme ailleurs d'un pouvoir souverain d'appréciation qui peut par exemple les conduire à faire appel aux compétences d'un expert, la grande latitude laissée aux juges a, dès lors, conduit certains auteurs à suggérer divers modes de calcul du montant du préjudice. Ces auteurs ayant même pris soin de distinguer – pour établir leur méthode d'évaluation – selon que le parasitisme porte sur la notoriété ou sur les investissements d'autrui.

2.1.1. La réparation du préjudice causé par le parasitisme à la notoriété d'autrui:

Deux grandes méthodes sont susceptibles d'être dégagées quant à l'évaluation du montant du préjudice subi par le parasité du fait de l'exploitation injustifiée de sa notoriété, à savoir : *la considération du préjudice causé à « l'image de marque » et « la considération des avantages procurés au parasité ».*

2.2.1. La réparation du préjudice causé par le parasitisme des investissements d'autrui :

Si l'accent est surtout mis, dans le cas du parasitisme de la notoriété d'autrui, sur l'appauvrissement du parasité, le parasitisme des investissements économiques d'autrui se caractérise quant à lui bien moins par cet appauvrissement de la victime que par l'enrichissement corrélatif de l'auteur des actes déloyaux, lequel s'économise, en effet, par ces derniers bon nombre d'investissements tant financiers qu'industriels.

Certes, la réparation du préjudice subi s'accompagnant d'une mesure à savoir la cessation des actes déloyaux et la publicité de la décision de condamnation du parasité.

2.2. La cessation des actes déloyaux et la publication de la décision de condamnation :

On examinera donc successivement la cessation des actes déloyaux et la publication de la décision de la condamnation.

2.2.1. La cessation des actes déloyaux :

La personne physique ou morale, victime d'une concurrence parasitaire d'un tiers concurrent ou non concurrent, aura comme souci premier de faire le plus rapidement possible d'arrêter ces agissements déloyaux. L'efficacité de l'action en justice, en effet, passe par une prompt réaction du parasite et suppose par le prononcé rapide d'une décision.

Le président du tribunal de commerce peut, dans les mêmes limites et même en cas de contestation sérieuse, ordonner toutes les mesures conservatoires ou la remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Toutefois, la personne ou l'entreprise parasitée n'a-t-elle qu'une seule arme contre le parasite, celle du recours au juge des référés. En effet, si le premier alinéa de l'article 21 de la loi marocaine n° 53-95 instituant les juridictions de commerce énonce que « le président du tribunal de commerce peut, dans les limites de la compétence du tribunal, ordonner en référé les mesures qui ne font l'objet d'aucune contestation sérieuse », le deuxième alinéa dispose quant à lui que « le président du tribunal de commerce peut, dans les mêmes limites et même en cas de contestation sérieuse, ordonner toutes les mesures conservatoires ou la remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite », ce qui constitue, sans nul doute, les faits du parasitisme, lesquels sont générateurs d'un trouble commercial.

A cet égard, la Cour de Cassation française a jugé qu'un arrêt statuant en matière de référé avait pu à bon droit interdire la fabrication et la vente d'un modèle dès lors qu'il retenait le trouble manifestement illicite et l'imminence d'un dommage en application de l'article 809 du Code de procédure civile de prescrire les mesures conservatoires qui s'imposaient⁹.

En effet, l'action à la fois sanctionnatrice et préventive doit avoir pour objectif premier la cessation des agissements déloyaux mais ne peut ni ne doit pour autant systématiquement aboutir, faute notamment pour celui-ci d'avoir fait preuve de

⁹ Cass. Com., 15 Juin 1982, Ann. Prop. ind. 1982, 266.

mauvaise foi, à la « mort économique » du parasite : ainsi, le risque de confusion engendré par celui qui fait le choix d'adopter pour l'exercice de son activité professionnelle son nom patronymique dans l'ignorance de ce qu'une activité identique ou similaire s'exerce déjà sous cette appellation pourra-t-il être dissipé par la condamnation du « parasite malgré lui » à modifier son nom commercial ou sa raison sociale¹⁰.

Cependant, la cessation des agissements déloyaux est le moyen le plus efficace pour arrêter les faits dommageables.

A cet égard, la Cour d'Appel de commerce avait publié un arrêt le 20 février 2000 en vertu duquel la partie défenderesse s'est engagée de cesser les actes déloyaux en contrepartie de l'engagement de la société demanderesse qui renonce à l'action et aux indemnités dues¹¹.

A cet égard, la jurisprudence marocaine¹² avait ordonné la cessation des agissements déloyaux et une astreinte de 5.000, 00 dirhams pour chaque jour de retard contre une société qui a imité la marque du demandeur qu'il a enregistré à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle le 04/03/1985 - 01/06/1985 - 28/08/1995 - 28/08/1994 - 15/09/1995 - 02/10/1995 , et ce en utilisant les mêmes expressions écrites en latin "TATI" avec une petite différence dans la manière de l'écriture, en ajoutant le mot "MAROC" en arabe et latine et en affichant sur les sacs

¹⁰ S. PETIT, Le parasitisme économique : Passé, présent et avenir, Lille 2, 2020-2021, p : 139.

¹¹ عبد الوهاب عافلاني و حفر صيد مصطفى، المنافسة غير المشروعة من خلال العمل القضائي لمدينة الدار البيضاء، بحث نهاية التدريب بالمعهد الوطني للدراسات القضائية، فوج 29 السنة 2000-2002 ، ص 73.
¹² " و حيث ثبت للمحكمة بالإطلاع على نماذج علامات المدعية كما تم تسجيلها لدى المنظمة العالمية للملكية الأدبية بتاريخ 1985/3/4 - 1985/6/1 - 1995/8/28 - 1994/8/28 - 1995/9/15 - 1995/10/02 و علامة المدعى عليه كما هي مسجلة بالمكتب المغربي للملكية الصناعية بتاريخ 1997/3/21، أن المدعى عليه قام بتقليد علامة المدعية باستعمال نفس عباراتها باللغة اللاتينية التي تكتب هكذا TATI مع اختلاف طفيف في طريقة كتابتها ووضع علامة "طاتي" بدل "تاتي" مما يفيد وجود تشابه بين العلامتين وأن إضافة كلمة المغرب بالعربية واللاتينية MAROC ليس من شأنه رفع الالتباس المذكور بل على العكس من ذلك فإنه يخلق في ذهن الزبائن خلطاً بأن المدعية انتقلت بنشاطها إلى المغرب، ومما يزيد في الالتباس المذكور أن المدعى عليه أضاف إلى الأكراس عبارة باللاتينية تكتب Les plus Bas Prix وهي نفس العبارة المستعملة في أكراس المدعية.

و حيث إن التمييز بين العلامتين يجب أن يكون واضحاً لتجنب كل خلط إذ أن مجرد الشبه من شأنه أن يوقع الجمهور في الغلط بشكل تقليدياً و يعتبر بذلك منافسة غير مشروعة لذا فإن الفصل 124 من ظهير 1916/6/23 حظر بيع أو العرض لبيع المنتجات الحاملة لعلامات مقلدة مما يقضي معه الحكم على المدعى عليه التوقف عن استعمال علامة المدعية على أكراسه البلاستيكية ولافتات أسعاره وواجهة محله التجاري.

و حيث إن طلب الغرامة له ما يبرره على اعتبار أن الأمر هنا يتعلق بالقيام بعمل من جانب المدعى عليه وهو التوقف عن استعمال العلامة التي تحمل تقليداً لعلامة المدعية مما يتعين الاستجابة إليها، و المحكمة و بما لها من سلطة تقديرية تحددها في مبلغ 5000,00 درهم عن كل يوم تأخير ".

المحكمة التجارية بالرباط ، ملف رقم 98/292/4 ، بتاريخ 28 يوليو 1999. حكم منشور بمجلة المرافعة، عدد 11، ص. 190.

la mention " Les plus Bas Prix " utilisée dans les sacs du demandeur, ce qui renforce la confusion dans l'esprit des clients qui peuvent déduire que le demandeur a élargi son activité au Maroc.

2.2.2. La publication de la décision de condamnation :

A fin d'informer la clientèle, le juge prescrit, souvent la publicité de la décision de condamnation. La publication peut être prescrite à titre principal. En pareil cas, elle constitue la réparation du préjudice subi par la victime.

On a pu se demander si le demandeur peut publier la décision de condamnation, alors que cette publication n'a pas été ordonnée. Sans doute cette publication ne doit-elle pas intervenir dans des conditions abusives : publication incomplète ou accompagnée de commentaires malveillants. Seule paraît devoir être admise une publication telle qu'elle aurait pu être ordonnée par un tribunal, mais évidemment aux frais du demandeur¹³ puisque c'est au jour du prononcé de l'arrêt d'appel que les dommages-intérêts doivent être évalués.

Par conséquent, l'invocation du parasitisme vient permettre de sanctionner, au moyen des procédés précités, « l'ensemble des comportements par lesquels un agent économique s'insère dans le sillage d'un autre agent économique, soit afin d'exploiter aux dépens directs du parasité le même type de clientèle, auquel cas il y a concurrence parasitaire proprement dite, soit pour profiter du travail du parasité afin d'exploiter une clientèle distincte », étant ici visés les agissements parasitaires. S'il apparaît clairement légitime de sanctionner, à ce titre, tout comportement contraire aux usages honnêtes en matière industrielle et commerciale. En effet, on ne cache pas notre crainte face à la consécration et à l'expansion de la théorie du parasitisme. Ainsi on pose une question pour savoir si la sanction du parasitisme ne risque-t-elle pas d'aboutir à la reconstitution inavouée de droits privatifs? Parce qu'une réponse positive à cette interrogation reviendrait à ruiner la cohérence même des droits de propriété industrielle et à en prédire la disparition, le souci de complétude qui nous anime et l'ampleur récemment prise par cette question il est vrai fondamentale pour l'avenir

¹³ J. AZÉMA, Le droit français de la concurrence, PUF, 1989, p : 141.

même du parasitisme ne nous permet pas d'éluder le débat qui, quelque soit le compromis adopté, laissera assurément l'un et l'autre mécanisme réciproquement « affaibli ».

Conclusion :

En conclusion, en déduit que les problèmes juridiques rencontrés par les commerçants sont tous à la fois originaux et traditionnels. A cet égard, on s'est rendu compte de l'inadaptation des textes en vigueur aux exigences pratiques et techniques permettant le développement de la concurrence au Maroc.

Ainsi, il appartient au législateur marocain de modifier les règles du droit civil à fin de les moderniser et de prévoir d'une manière générale un arsenal juridique permettant d'assurer la sécurité juridique et technique pour les victimes des faits parasitaires, et ce en rejoignant de ce fait les préoccupations exprimées par les conventions internationales en la matière.

BIBLIOGRAPHIE

- AZÉMA J., (1989), Le droit français de la concurrence, PUF, p : 141.
- LE TOURNEAU P., (1978), Le parasitisme, édition Litec, p : 55.
- FOCUS, Encyclopédie Internationale, Tome III, Pordas, Paris 1972, p : 2574.
- Ibn Mansour, (1976), Lissane Al Arabe, V6, Dar Enahda El Arabia, Beyroute., p : 310.
- Larousse de la langue française, (1978), 7 volume, Paris, p ; 3965.
- Mohamed MESSLOUMI M., (2000), Les signes distinctifs, Thèse de doctorat, Université Hassan II, Casablanca , p : 27.
- PETIT S., (2020-2021), Le parasitisme économique : Passé, présent et avenir, Mémoire de DEA, Université Lille 2, p : 139.
- Dahir formant code des Obligations et des Contrats (D.O.C).
- Code de la consommation français.
- Loi n° 17-97 relative à la protection de la propriété industrielle, telle que modifiée et complétée par la loi n° 31-05 (BO 5400 du 02/03/2006).
- Arrêt The Ritz Hotel Limited, Paris 24 Nov 1959.
- Cass. Com., 15 Juin 1982, Ann. Prop. ind. 1982.
- Cour d'appel d'Aix- en-Provence, 14 mai 1963, RIPIA 1963.
- Tribunal fédéral Suisse, ATF 104 II 58 , affaire Singer.
- Trib. Com de Paris, 7 mars 1995, Sté Peugeot c/ Eco System.
- المحكمة التجارية بالرباط ، ملف رقم 98/292/4 ، بتاريخ 28 يوليو 1999. حكم منشور بمجلة المرافعة، عدد 11
- قرار رقم 264 صادر عن محكمة الاستئناف ببירות بتاريخ 3 مايو 1993، منشور بالنشرة القضائية عدد 8، سنة 1993.